

L'Afrique Terre De Competition Des Puissances Eurasiatique : Cas De La Russie

Anny Mongenu Mbaka¹, Doudou Kuminga Mulaba²

¹Chef de Travaux, Université de Lubumbashi

²Doctorant, Université de Lubumbashi

RESUME

L'Afrique représente un espace vital pour la plupart des Etats puissants, afin d'assurer leurs survit sur la scène internationale. Ces puissances sont appelées de coopérer pour préserver leurs intérêts respectifs.

Bien qu'en compétition sur plusieurs plans, ces puissances font face à un problématique sécuritaire dont est victime le continent Africain à savoir (pirates, terrorisme). La Russie étant elle-même parmi les puissances eurasiatiques se sent concernée par cette question, d'où elle coopère avec ces Etats déjà présents en Afrique à l'occurrence les Etats-Unis d'Amérique, la Chine et l'Union Européenne pour lutter contre leurs ennemis communs.

Sur les plans : économique, politique, militaire, la Russie est en perpétuelle compétition avec ces puissances eurasiatiques afin d'avoir une main mise sur le continent africain d'où l'objet de cette réflexion qui porte sur l'Afrique terre de compétition des puissances eurasiatique cas de la Russie.

MOTS CLES : Compétition, Puissances, Eurasie, Politiques Internationales, Soft Power.

I. LA COOPERATION AVEC LES AUTRES PUISSANCES

L'Afrique représente un espace vital tout comme pour les États-Unis, la Chine, les Etats de l'Union européenne que pour la Russie. Alors il se fait que dans l'exercice de leurs politiques en Afrique, ces puissances rencontrent un défi commun auquel elles sont appelées à coopérer pour pouvoir préserver leurs intérêts respectifs. Ce défi commun qui ne doit pas être confondu à l'intérêt commun n'est rien autre que le problème sécuritaire dont est victime le continent Africain.

En effet, les politiques militaires américaine, chinoise et russe en Afrique ne sont pas que terrestres. Elles passent aussi par la sécurité maritime, notamment dans deux aspects affectés par le fléau de la piraterie : le golfe de Guinée et la corne d'Afrique. Pour la Chine, il s'agit de s'imposer comme puissance maritime et de ne plus dépendre des Etats-Unis pour la sécurisation de ses approvisionnements. La Russie voit dans cet enjeu, comme dans d'autres, l'occasion de conjurer son déclin géopolitique et de mettre en avant son rang de puissance globale³ choses qui ne pas faisable si ce fléau ne pas éradiqué.

Les attaques de pirates ont certes diminué dans ces deux zones depuis que de nombreuses marines, y

¹ ANNY MONGENU MBAKA, Assistante à l'Université de Lubumbashi, Faculté des Sciences Sociales Politiques et Administratives, Département des Relations Internationales.

² Doudou KUMINGA MULABA, Doctorant à l'Université de Lubumbashi, Faculté des Sciences Sociales Politiques et Administrative, Département des Relations Internationales

³ LEBOEUEF. A., « la compétition stratégique en Afrique, approches militaires américaines, chinoises et russes » focus stratégique, n°01, Ifri, août 2019.

compris la marine russe, se sont mobilisés pour lutter contre cette menace. Par exemple la marine chinoise participe à la lutte contre la piraterie dans la corne de l'Afrique depuis 2008. Les forces navales Afrique des Etats-Unis (US naval forces Africa) ont conduit l'opération Junction Rain à l'été 2018 dans le cadre du programme Africain Maritime Law Enforcement Partnership.

La Russie semble pour sa part développer sa présence maritime en méditerranée mais aussi sur d'autres côtes africaines. Dans cette perspective, elle a noué de partenariat avec la Chine⁴.

Outre la lutte contre la piraterie, face aux conflits africains, la Russie, la Chine et les Etats-Unis se retrouvent souvent à soutenir les mêmes parties à un conflit, comme en Libye, où les sahéliens font face aux groupes terroristes⁵. En Libye la Russie s'est alliée à la Turquie pour tenter de résoudre un conflit opposant le gouvernement de Tripoli aux forces de maréchal Haftar, homme fort de Libye de l'Est. Grâce à cette alliance de circonstance, Moscou est parvenu à imposer un cessez-le-feu en Libye, pays plongé dans le chaos depuis 2011 et aujourd'hui déchiré par une guerre civile entre le gouvernement de Tripoli (GNA), reconnu par l'ONU et incarné par Fayez al-Sarraj, et les forces du maréchal Haftar.

Il faut dire que les deux alliés de circonstance ont des intérêts économiques dans la région. La Turquie a des visées pétrolières, à la faveur d'un accord controversé avec le gouvernement d'al-Sarraj, qui élargit le plateau continental turc et lui permet de revendiquer l'exploitation de certains gisements en Méditerranée. La Russie entend également préserver ses intérêts économiques dans ce pays riche en pétrole. Il y voit un débouché pour la vente de son blé et de ses armes. En visite à Moscou en octobre 2018, le ministre de l'économie libyen Nasser al-Derssi avait par exemple dit vouloir acheter un million de tonnes de blé et évoqué la relance d'un projet de construction de chemins de fer par la Russie pour 2.5 milliards d'euros, interrompu par la guerre civile. Avant 2011, la Russie avait également signé des contrats prometteurs de plusieurs milliards de dollars sur des ventes d'armement et de projets pétroliers en Libye, qui était alors l'un de ses principaux clients arabes⁶.

II. LA SECURISATION DE POSITIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE AFRICAIN

Dans le souci de défendre ses intérêts, depuis quelques années, les russes se sont donc appliqués à sécuriser de positionnements sur des territoires riches en métaux rare. C'est pourquoi les succès dans le nucléaire, le gaz et les grands projets d'infrastructures énergétiques sont liés à la bonne exécution des accords militaires, explique Arnaud Kalika. D'où la multiplication, ces derniers temps, des accords sécuritaires comme avec la République Démocratique du Congo (RDC), riche en ressource naturelles, en 2019 ou avec le Soudan, riche en réservoir d'or et de pétrole, en mai 2019.

Des pays où la Russie pourrait, à terme, installer ses entreprises comme elle l'a fait en Algérie avec le géant de l'énergie Gazprom. Des pratiques qu'ont aussi adoptées les Etats-Unis. « Les intérêts des grandes entreprises ne sont jamais très éloignés des intérêts des pays », estime Derek Elzein dans un article pour la revue Géo économie. Ainsi si ces sociétés ne sont sans doute pas les acteurs principaux de la politique internationale elles ne peuvent jouer leur rôle qu'avec le soutien de la puissance militaro-politique des Etats⁷. La Chine aussi pour protéger ses nouvelles routes de la soie n'hésite pas à accentuer sa présence

⁴ Idem

⁵ Lire : le monde Afrique, débat « Non, il n'y aura pas de nouvelle guerre froide en Afrique », publié le 08 septembre 2019 sur <https://www.lemonde.fr/afrique> consulté le 01 Mai 2020 à 13 : 24.

⁴ Lire sur France24 : en Libye la Russie en quête d'influence, information publiée et modifiée le 14/01/2020 - 20 :59 sur : amp-france24-com.cdn.ampproject.org consulté le 17/05/2020- 19 : 59.

⁷ PANARA. M., « ces nouveaux partenaires militaires de l'Afrique », le point. 1019 Disponible sur : <https://amp-lepoint->

militaire sur le, continent.

En outre, depuis les théâtres de guerre ukrainienne et syrienne, les mercenaires de la milice Wagner (que nous considérons comme une force spéciale) que l'on dit diriger en sous-main par le mystérieux homme d'affaire Evgueni Prigojine, ont aussi selon le Moscow Times, essaimé au Soudan, en R D Congo, à Madagascar, en Angola, au Mozambique, au Zimbabwe, en Guinée et en Guinée Bissau, où ils proposent leurs services en matière de sécurité contre des concessions pétrolières ou minières. Officiellement sans lien avec le Kremlin ; ils n'en ont pas moins « le droit », dicit Poutine, « de défendre nos intérêts commerciaux dans les quatre coins de la planète⁸.

III. LA COMPETITION⁹

A. Des budgets importants

Lors de l'édition 2018 du Forum de Coopération Sino-Africaine (FOCAC) qui se tient tous les trois ans depuis l'an 2000, Pékin a promis 60 milliards de dollars supplémentaires d'aide aux pays du continent, dont 15 milliards de dons et prêts à taux zéro. L'Afrique n'en arrive pas moins en troisième position des investissements chinois après l'Asie et l'Europe. A cette aide chinoise répond l'engagement américain de verser 60 milliards de dollars pour l'Afrique. Ces exemples donnent un échantillon de la puissance financière pouvant être mobilisée par ces deux pays, mais ils ne donnent pas d'informations précises sur la part de cette aide dédiée à la politique de défense et de sécurité.

Pour les États-Unis, la somme des budgets attribués à la coopération militaire et de sécurité avec les pays africains représente 2,46 milliards de dollars en 2019, dont 1,3 milliard pour l'Égypte et 283 millions pour la Somalie. Le Sahel, en crise aiguë depuis quelques années fait également l'objet d'une attention particulière : Washington a ainsi promis fin 2018 une aide de 111 millions de dollars pour entraîner et équiper un bataillon dans chaque pays du G5 Sahel. Cette aide passera cependant sous forme d'aide bilatérale, et non via le Secrétariat de l'organisation. Pour la Chine, il est plus difficile d'évaluer la somme globale. On retiendra néanmoins quelques chiffres : Pékin contribue depuis 2015 à hauteur de 200 millions de dollars sur dix ans au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la paix et le développement (UNPDF), qui bénéficie essentiellement à des activités de maintien de la paix ou de développement, dont une partie importante est dédiée à l'Afrique. Sur les 100 millions de dollars promis par la Chine à l'Union africaine (U A) lors du FOC AC 2018, 25 devraient financer des équipements militaires pour la base logistique de l'UA au Cameroun. Des contributions ont aussi été versées pour soutenir la mission de l'UA en Somalie et d'autres organisations sous-régionales. Si l'on recherche un exemple de coopération bilatérale, on notera que la Chine a dépensé 30 millions de dollars pour un centre d'entraînement militaire à Mapinga en Tanzanie, qu'elle a terminé de construire en février 2018. La Chine a promis 45 millions de dollars à la force conjointe de G5 Sahel début 2019, ainsi que « 1,5 million de dollars pour le fonctionnement du Secrétariat permanent du G5 Sahel ».

La Russie est plus prudente dans sa communication, et dispose de toute évidence de moins de ressources que la Chine ou les États-Unis à mettre au profit de ses partenaires africains. On sait peu de chose sur ses engagements financiers au profit de l'Afrique, à part qu'elle a annulé 20 milliards de dollars de dette en

fr.cdn.ampproject.org.

⁸DEDET. J. « Russie-Afrique : la stratégie de Vladimir Poutine pour reconquérir le continent », le secret de la reconquête, jeune Afrique. 2019 disponible sur : <https://www.jeuneafrique.com> consulté le 9 Mars 2020 à 18h38.

⁹ Aline Lebœuf, « La compétition stratégique en Afrique. Approches militaires américaine, chinoise et russe », Focus stratégique, n° 91, Ifri, août 2019, pp. 22-29. Site internet : ifri.org.

2017 et proposé d'échanger des dettes contre des investissements dans le secteur de l'énergie ou des ressources naturelles. La Russie ne soutient pas financièrement les pays du Sahel, même si elle leur vend des armes et tente de renforcer ses liens avec eux.

B. Accords diplomatico-militaires

En plus des financements, qui permettent de donner du contenu aux relations et de créer des dépendances, les facteurs immatériels permettant d'accéder aux territoires africains incluent les accords diplomatico-militaires, notamment ceux portant sur la coopération de défense et les rencontres entre cadres et dirigeants. Les accords de coopération militaire posent le cadre politique et légal de la coopération militaire. Us définissent en principe le statut juridique des personnels militaires déployés sur le sol du pays d'accueil, les droits entourant le contrôle d'une base militaire, etc. Tous les accords de défense ne sont pas connus, et lorsqu'ils le sont leur contenu reste parfois très flou.

Pour la Chine, par exemple, les accords militaires font souvent partie d'un ensemble d'accords plurisectoriels. À notre connaissance de tels accords de coopération militaire ont été signés entre la Chine et le Cap-Vert, le Mozambique, Djibouti, mais aussi le Cameroun, le Ghana et le Nigeria après leur intégration à l'initiative BRI. Ils couvrent de vastes pans d'activité, tels « l'entraînement, l'acquisition d'armes, l'échange d'information, [l'aide à] la navigation maritime et la sécurité maritime ».

La Russie a quant à elle signé des accords militaires avec 24 pays d'Afrique : accord de partenariat stratégique avec l'Algérie en avril 2001 et accords de coopération militaire avec la République démocratique du Congo (RDC) et la République Centrafricaine (RCA) en 2018, ainsi qu'avec le Tchad, le Niger, le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Mozambique, l'Égypte, et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC). En 2019. Moscou a signé deux nouveaux accords avec le Soudan, peu après le renversement du Président Omar el-Béchir, et avec le Mali.

Les États-Unis ne sont pas en reste : ils ont signé des accords avec 53 pays africains, que cela soit au titre de « major non-NATO ally » pour le Maroc, la Tunisie et l'Égypte, ou sous un autre statut. Il s'agit notamment pour Washington de protéger son accès au théâtre et de s'assurer d'un cadre juridique permettant le déploiement de leurs soldats. À la signature de ces accords peuvent s'ajouter des relations entre décideurs politico-militaires qui ancrent la coopération militaire dans un terreau humain plus favorable dans la durée.

À ce titre, les trois puissances envoient régulièrement leurs officiels dans les pays africains avec lesquels ils ont (ou espèrent développer) les relations les plus soutenues. Notons par exemple que le roi du Maroc Mohammed VI s'est rendu en Russie le 15 mars 2016, marquant un rapprochement des deux pays suite à des relations plus tendues avec la France et le secrétaire général des Nations Unies. Ces rencontres peuvent aussi avoir lieu entre chefs militaires ou services de sécurité, ou entre hommes politiques le parti communiste chinois jouant un rôle crucial à cet égard. Parfois, des rencontres dans le cadre de comités de défense

binationaux sont mises en place, comme c'est le cas entre la Chine et l'Afrique du Sud ou l'Égypte, ou entre la Russie et l'Angola, le Nigeria ou l'Afrique du Sud. Ces diplomates vont même jusqu'à se positionner comme médiateurs dans les conflits, une position qu'affectionnent particulièrement à la fois In Russie (RCA. Libye) et la Chine, de manière plus ou moins fructueuse.

C. Du soft power aux opérations d'influence

Le soft power s'illustre par la capacité à proposer un discours alternatif pour donner sens aux événements du monde et plus précisément à faction des partenaires de l'Afrique. Poussé au-delà de la pratique normale de la diplomatie publique et culturelle, le soft power peut vite basculer dans l'action d'influence voire dans

l'ingérence caractérisée. Les États-Unis comme la Russie ont été tout au long de la guerre froide les maîtres de l'influence et continuent de disposer de puissants outils dans ce domaine, qu'ils soient publics, discrets ou clandestins. La Chine promet pour sa part un narratif valorisant son action pour un meilleur accès des nations africaines aux biens communs globaux et d'un rééquilibrage de la gouvernance mondiale au profit des pays en développement.

Pourtant, il n'existe que peu de données fiables sur ce que font ces trois États en Afrique dans ce domaine, on ne peut que souligner ici l'existence de capacités et de potentialités à défaut de mettre en avant des pratiques avérées. Un volet de cette influence ou soft power consiste notamment à inviter des personnalités d'un pays à des formations ou voyages de découverte. Cette technique est pratiquée de façon massive par les États-Unis et de plus en plus par la Chine, avec notamment de nombreuses invitations de chercheurs à des conférences rémunérées. Contrairement à l'époque soviétique, la Russie semble moins en capacité de suivre ce rythme, même si elle forme également des militaires africains.

Sur le plan de l'influence médiatique en revanche, la Russie a su se tailler un véritable empire : les informations de RT et Spoutnik se diffusent largement dans les médias africains, que ce soit la presse traditionnelle, les médias en lignes, les newsletters, les blogs, etc. Ces informations sont souvent considérées par leurs lecteurs africains comme d'une valeur équivalente à celles de VOA, de la BBC, de France 24 ou des dépêches de Xinhua. Les deux médias russes sont en revanche souvent présentés en France comme relayant des discours complotistes qui ne facilitent pas le travail en commun entre acteurs africains et non africains. Des acteurs russes auraient également financé la presse centrafricaine pour critiquer les Occidentaux. Les efforts chinois pour « vendre » la BRI et plus largement leurs politiques tentant de contrôler ou au moins d'influencer les médias africains ont aussi pu être critiqués.

Ce premier niveau de concurrence en termes de soft power est complété par d'autres pratiques, parfois plus difficiles à identifier. Un secteur économique ou un type de produit spécifique peut par exemple être utilisé pour accéder à des données ou constituer un levier d'influence sur un pays et ainsi « construire un nid pour accueillir le Phénix ». C'est le cas bien entendu de la BRI chinoise : en novembre 2018, 37 des 55 pays de l'Union africaine avaient déjà signé un accord BRI avec la Chine. On pense également à l'effort chinois en faveur de ses entreprises comme la compagnie d'État Huawei (mais aussi ZTE), en vue de vendre ses solutions de « smart cities » à Abidjan, à Lagos ou à Maputo, articulées autour de la vidéo-surveillance et de logiciels de reconnaissance faciale. Ces outils, au même titre d'ailleurs que des produits plus courants comme les téléphones portables, peuvent donner accès aux acteurs chinois à d'importantes bases de données qui pourront demain être mobilisées en vue de développer de nouveaux produits, d'affiner le marketing ou encore de nourrir les algorithmes d'intelligence artificielle. L'enjeu est aussi celui de la surveillance des oppositions et des mouvements sociaux en devenir. Quand on connaît l'usage fait par la Chine des smart cities pour la « gouvernance sociale », on peut s'inquiéter de voir émerger ou se consolider des États autoritaires africains disposant de telles technologies à la seule condition qu'elles soient efficacement exploitées et entretenues.

Dans une démarche plus prospective, il est utile d'observer les actions d'influence de la Chine ailleurs dans le monde, et notamment en Asie-Pacifique, pour anticiper les stratégies qu'elle pourrait demain mettre en œuvre en Afrique. Citons par exemple le cas de l'Australie et de la Nouvelle Zélande, où les communautés d'origine chinoise sont régulièrement accusées d'être exploitées par Pékin comme des relais de sa politique. La stratégie d'influence de la Chine en Océanie s'est aussi signalée par l'exploitation de relations interpersonnelles et d'amitié avec des hommes politiques susceptibles de peser sur l'action publique, faisant craindre une forme de corruption et alimentant notamment une critique d'alliés

traditionnels tels que les États-Unis et le Royaume-Uni. Si la Chine réussit ainsi à introduire le doute dans les relations politiques de démocraties aussi bien établies que l'Australie et la Nouvelle-Zélande, bénéficiant pourtant d'un secteur de sécurité solide et capable de lutter contre les ingérences, on peut estimer que son influence sera d'autant plus aisée dans certains pays africains plus vulnérables et où la corruption reste une pratique sociale largement répandue. La stratégie chinoise du « front uni » est un autre biais par lequel Pékin exerce son influence à l'international. Cette méthode est héritée des deux alliances de circonstances nouées avec le Guomindang, en 1924-1927 et en 1937-1945 avant de reprendre la guerre civile avec ce dernier. Le concept a été mobilisé à plusieurs reprises dans la politique étrangère chinoise, par exemple à la conférence de Bandung de 1955, où Zhou Enlai appelait à un front uni avec les partis nationalistes du tiers-monde contre l'impérialisme occidental. La notion est à aujourd'hui remise au goût du jour dans l'optique d'influencer voire contrôler certains acteurs et partenaires internationaux.

La Russie et les États-Unis sont également en mesure de peser sur les dynamiques politiques de leurs partenaires africains. Si les activités d'influence américaines se sont longtemps attachées à des objectifs tels que la promotion de la démocratie ou la lutte contre le communisme, elles semblent aujourd'hui moins lisibles, soutenant toujours d'un côté les valeurs démocratiques mais aussi parfois le populisme et l'autoritarisme. Un exemple récent est la tension ayant suivi l'élection présidentielle en RDC, lorsque d'un côté Washington a imposé des sanctions pour pénaliser les fraudes, et de l'autre a adressé des félicitations au président élu Félix Tshisekedi. Du côté russe, Moscou apporte son soutien à des régimes amis, comme la Guinée ou le Soudan, parfois au risque de perdre de l'influence quand les transitions se font malgré tout. Moscou aurait ainsi envoyé une dizaine de « conseillers politiques » pour mieux gérer la menace des « printemps arabes » dans plusieurs États africains, dont Madagascar, la RCA, la RDC et le Soudan. La BBC a aussi enquêté sur des ingérences russes lors des élections malgaches, elle a identifié des procédés qui peuvent rappeler ceux suspectés d'avoir été employés lors de certains scrutins en Occident comme le Brexit ou les élections présidentielles américaines de 2016.

D. Infrastructures et présence militaire matérielle sur le continent

L'accès stratégique au théâtre africain exige également de disposer d'infrastructures où faire mouiller ses bateaux (ports), poser ses avions et drones (aéroports), installer en sécurité son personnel militaire et civil (bases), entreposer ses plateformes (véhicules, drones) et exploiter ses systèmes de communication et de renseignement.

Si les trois puissances semblent témoigner d'une volonté identique de disposer de bases relais de leur influence, il est toutefois très difficile de savoir précisément quels sont les volumes de personnels déployés dans ce cadre. Les États-Unis sont sans conteste celle des trois puissances la mieux « installée » en Afrique, avec une base principale à Djibouti et une multitude d'implantations sur le continent, avec une concentration dans la diagonale allant du golfe de Guinée à la Corne de l'Afrique. Si AFRICOM est toujours localisé à Stuttgart en Allemagne, il supervise plus de 7 000 militaires et civils américains déployés en Afrique, dont environ 4 000 à Djibouti. Selon un porte-parole d'AFRICOM, les États-Unis auraient eu en 2017, 46 sites de taille variable servant au soutien logistique de bases aériennes ou navales, ou à appuyer des opérations de forces spéciales. D'autres décomptes de 2018 mentionnent 34 implantations. Une base de droites « Niger Air Base 201 » à Agadez devrait être opérationnelle fin 2019. On pourrait également citer la base aérienne de Baledogle en Somalie, qui disposerait de plus de 800 lits. Suite à la mort de quatre de ses forces spéciales au Niger en 2017, le Pentagone a annoncé qu'il allait réduire le nombre de ses militaires déployés sur le continent, mais il demeure difficile de savoir si cette diminution a effectivement eu lieu et, si oui. Qu'elle a été son ampleur.

La Chine dispose elle aussi d'une base à Djibouti depuis août 2017 qui lui sert de soutien pour la logistique et le renseignement. Ses effectifs sont cependant loin d'égaliser ceux de la base américaine voisine puisqu'officiellement seuls 250 militaires chinois y seraient déployés un chiffre, qui. Selon certaines estimations, pourrait atteindre à l'avenir 1 000 au regard des installations construites. Pékin peut par ailleurs miser sur ses investissements de la BRI pour exploiter stratégiquement des infrastructures portuaires, routières et ferroviaires qui lui donnent un accès unique au continent et qui la positionnent comme « un acteur majeur de l'espace maritime africain ». Pékin a en effet rénové ou gère des ports dans de nombreux pays africains comme Djibouti, la Namibie (Walvis Bay), Sao Tomé et Príncipe, le Cameroun, le Nigeria, le Ghana, la Côte d'ivoire et la Guinée, et des travaux sont prévus en Gambie et au Sénégal. Des inquiétudes ont été exprimées sur le risque d'appropriation de ces installations par la Chine si les pays concernés ne réussissent pas à rembourser leur dette comme cela a été le cas pour le port de Hambantota au Sri Lanka par exemple. Notons aussi que, contrairement aux États-Unis ou à la Russie, la Chine peut appuyer ses projections sur l'existence de très nombreux ressortissants chinois en Afrique.

La Russie semble quant à elle vouloir construire des nœuds de soutien dans les pays avec lesquels elle a une relation ancienne, ou avec lesquels elle souhaite développer de nouveaux points d'appuis. La Russie s'implante en Égypte (où Moscou a déjà l'autorisation d'utiliser l'espace aérien et les bases pour ses avions de combat), en Angola, au Soudan, en RCA, en RDC et au Congo-Brazzaville. La Russie a également envisagé sérieusement l'ouverture de bases logistiques au Soudan, au Somaliland ainsi qu'en Érythrée, mais aucune de ces perspectives ne semble pour l'heure avoir abouti. Ces projets semblent se heurter à la fois à l'influence américaine et à celle des monarchies arabes du Golfe, également très actives dans la Corne de l'Afrique.

IV. PERSPECTIVE D'AVENIR DES RELATIONS DE LA RUSSIE AVEC LES AUTRES PUISSANCES EN AFRIQUE

Certains chercheurs pensent qu'il n'y aura pas de confrontation entre la Russie et les autres puissances en Afrique parce que, sa politique extérieure semble désormais dictée, en priorité par la défense de ses intérêts dans son espace vital. En Afrique, la politique de la Russie est faite des petits pas et des moyens économiques et militaires limités. Cette thèse est défendue par Aline Lebœuf qui avance les raisons pour lesquelles, il n'y aura pas de guerre entre les grandes puissances en Afrique, après analyse des stratégies militaires

de la Russie, des Etats-Unis et de la Chine sur le continent. Ces raisons sont les suivantes :

- Les stratégies militaires des trois puissances (Etats-Unis, Russie, Chine) ne sont pas déterminées par celles des autres. Pour appuyer son argument, elle donne l'exemple de l'implication militaire des Etats-Unis au Niger en disant qu'aujourd'hui, quand les Etats-Unis s'impliquent au Niger, ce n'est pas parce que la Chine y est, mais parce que Niger est un Etat pivot, à partir duquel il est possible de lutter contre les groupes djihadistes au Sahel.
- Bien que la présence chinoise soit également significative dans le domaine militaire, elle n'est toutefois qu'un élément d'une stratégie globale où les facteurs économiques jouent un rôle central qui a conduit au retour massif des Chinois en Afrique depuis le début du siècle. Et pour la Russie, même si sa stratégie est déterminée par sa relation avec les Etats-Unis, elle a construit sa politique de retour en Afrique à partir de 2014, en vue de contourner les sanctions et l'isolement diplomatique dus à l'annexion de la Crimée.
- Les pays africains peuvent s'allier à plusieurs puissances en même temps. D'après cet argument, les

Etats africains sont alors perçus comme les partenaires de ces puissances et non comme leurs alliés ce qui leur donne la liberté d'avoir deux, trois, voire plusieurs partenaires au même moment, sans causer de problèmes à ces derniers.

- Pour soutenir son argument, elle a donné l'exemple des différents sommets organisés par ces puissances et où on retrouvait un bon nombre d'Etats africains qui ont participé à tous ces sommets. Ces raisons ont poussé la chercheuse à conclure qu'il n'y aura pas de guerre entre les puissances en Afrique.

Quant à nous, nous regardons l'évolution tendancielle en nous faisant l'idée qu'il n'y a pas que les trois puissances en Afrique et qu'après avoir vécu longtemps dans l'humiliation, la nouvelle Russie, la Russie de Vladimir Poutine, conduit une politique fondée sur le réalisme et le pragmatisme et Poutine est convaincu que cette politique a jusqu'ici été couronnée de succès, selon les critères qui lui sont propres. La Russie est devenue un acteur éminent des affaires mondiales et régionales¹⁰ Poutine donne la priorité à des actions spectaculaires aux conséquences immédiates.

De ce point de vue, il faut s'attendre aux invocations régulières du statut de puissance mondiale de la Russie, à une insistance sur sa flexibilité stratégique, et à de fréquentes décisions « inattendues » destinées à la fois à atteindre des objectifs concrets et à déconcerter les ennemis en leur rappelant à quel point Moscou peut être imprévisible.¹¹

De ce qui précède, nous disons qu'avec cette façon de la Russie de la conduite des affaires extérieures il y a probabilité d'affrontement entre la Russie et les autres puissances en Afrique dans le long terme, car déjà la présence militaire russe, outre qu'elle révèle de l'affirmation d'un pouvoir global et non plus régional comme ce fut le cas pendant les 20 premières années suivant l'effondrement de l'Union soviétique, se prépare ainsi à peser si une escalade devait se produire¹². Sur ce, plusieurs raisons nous persuadent qu'il y a la probabilité d'affrontement entre la Russie et les autres puissances en Afrique à la longue, en cas de perte de patience de l'esprit diplomatique entre ces dernières. Voici quelques indices qui présagent ce probable affrontement :

- **La Russie dans la réalisation de sa politique en Afrique impressionne les Africains et se propose comme alternative aux puissances occidentales**

La Russie et Vladimir Poutine souhaitent se poser en alternative aux puissances coloniales : pendant longtemps le néocolonialisme a surtout été incarné dans l'Afrique francophone par la France. Il faut tenir tête aux anciennes puissances coloniales. C'est ce que propose la Russie¹³. Et pour montrer son pragmatisme, deux ans le retrait précipité de l'opération militaire française sangaris, restée trois ans sur place pour mettre un terme aux combats entre les milices. Paris fait le choix de revenir.

Mais entre-temps, les Russes ont comblé le vide, en moins d'un an Moscou a déployé d'abord un dispositif militaire : plus de 300 officiers instructeurs essentiellement des mercenaires dépendant d'une société privée et aussi des milliers de fusils d'assaut et près de 300 lance-roquettes. Les militaires russes ont formé déjà

¹⁰ BOBO. L., « Vladimir Poutine et la politique étrangère russe : entre aventurisme et réalisme ? », Russie. Nei. Visions, n° 108, Ifri, juin 2018. P. 1

¹¹ Idem, P. 35

¹² ROLAND MARCHAL., « la Russie et la corne de l'Afrique, anachronismes ou nouvelles configurations ? » OAE. Note actualité février 2019, P. 18.

¹³ Explication de Louis Keumayou, spécialiste de l'Afrique et président du club de l'information africaine, interrogé par France24. Publié et modifié le 14/01/2020 à 20 :59 disponible sur ; amp-france24-com.cdn.ampproject.org. Consulté le 17/05/2020 à 19 :59.

plus de 1600 soldats. Et désormais, le conseiller à la sécurité du président centrafricain est russe. L'offensive de Moscou se prolonge sur le terrain politique : la Russie a initié un nouveau processus de paix pour essayer de réconcilier les 14 milices qui se partagent le pays. C'est le processus de Khartoum. Petit problème : il est en concurrence directe avec les négociations effectuées sous la houlette de la France et de l'Union africaine. Cela l'a mis dans une rivalité avec la France¹⁴.

Déjà la Russie a adopté une posture agressive vis-à-vis de la France. L'exemple le plus éloquent étant le blocage initié par la Russie à la livraison d'armement par la France à destination de Bangui¹⁵. Les russes ont également mené une campagne de désinformation dans l'ensemble du pays, afin de renforcer un sentiment anti-français qui y sommeillait. Une majorité de la population centrafricaine tiendrait à présent la France pour responsable de sa situation actuelle, l'accusant de néocolonialisme. Par ailleurs, la France a vu plusieurs hautes personnalités politiques centrafricaine considérées comme « francophiles » être démisées de leurs fonctions. Tenant compte de la posture agressive de Moscou à son encontre et craignant que « les ambitions voilées » de la Russie ne déstabilisent une nouvelle fois en profondeur la RCA, la France a fini par réagir tardivement¹⁶.

Pour cette fois la France a réagi par le discours, mais dans le futur si elle se sent toujours coincée et si la Russie continue à tester sa patience, la France pourrait être amenée à engager la force contre la Russie.

- **L'attitude des acteurs (les puissances)**

Jacques ATTALI pose que de tout temps, il est des moments où la convergence des désirs d'un objet ne provoque de la violence à la suite de la lutte pour son contrôle. De cette opinion, les oppositions et chocs d'intérêts qui couvent dans les esprits des protagonistes, finissent toujours par trouver dans le code langagier de l'environnement leurs correspondants. Les actions ou non-actions (ouvertes ou larvées), les attitudes et les comportements sont des expressions de conflit. De ce qui précède, voilà comment les protagonistes expriment leur sentiment antagoniste.

- Avant le sommet Russie-Afrique du 22 au 24 octobre 2019, le Département d'Etat américain a transmis une note verbale à plus d'une dizaine de pays africains, avant que les présidents du continent ne se rendent à ce sommet qui s'est tenu dans la ville russe Sotchi. Les Etats-Unis n'ont pas hésité à manifester leur inquiétude. Selon une source de l'hebdomadaire Jeune Afrique, le Département d'Etat a transmis une note verbale à plus d'une dizaine de pays africains dans laquelle il leur rappelait que Moscou et certaines entreprises russes sont soumis à des sanctions américaines. Il leur indiquait que la signature à Sotchi de contrats importants dans le domaine de l'armement et du nucléaire irait à l'encontre de celles-ci. Quelques jours après le sommet, le chargé d'affaires de l'ambassade américaine en poste dans un État d'Afrique centrale a même sollicité une audience auprès du ministre des Affaires étrangères de ce pays afin d'obtenir un compte rendu détaillé de la participation de la délégation nationale à Sotchi. Il souhaitait s'assurer qu'aucun contrat n'avait été signé.

En agissant ainsi, les Etats-Unis visaient non seulement manifester leur inquiétude face au succès grandissant de la Russie sur le continent mais surtout cette attitude cherchait avant tout à ruiner tous les efforts consacrés par la Russie depuis son retour sur le continent.

- Moscou mène campagne à travers ses médias. RT et Sputnik qui propagent dans la grande majorité

¹⁴ Jean-Marc Four, la rivalité France-Russie en Centrafrique, franc info : *Afrique*, Radio France. Publié ci mis à jour le 11/12/2018 à 17 :22 sur : mobile.iranctvinfo.fr. Consulté le 13/05/2020 à 14 55

¹⁵ Charles-Timoléon., la Russie à In conquête du continent africain ; Nouvelle aire d'influence de Moscou., juillet 2019. Disponible sur le Portail-ie.fr

¹⁶ LOBEZ. C. « activisme croissant de la Russie en RCA : nouveau terrain d'affrontement entre les grandes

des discours antioccidentaux auprès des opinions publiques africaines, considèrent souvent la Russie sous le prisme de l'Union soviétique anticolonial. Dans certains pays, ces discours alimentent même de débats politiques locaux. Le choix éditorial fait par ces médias est de fortement médiatiser certains dossiers intéressant directement les opinions publiques africains concernant les occidentaux.

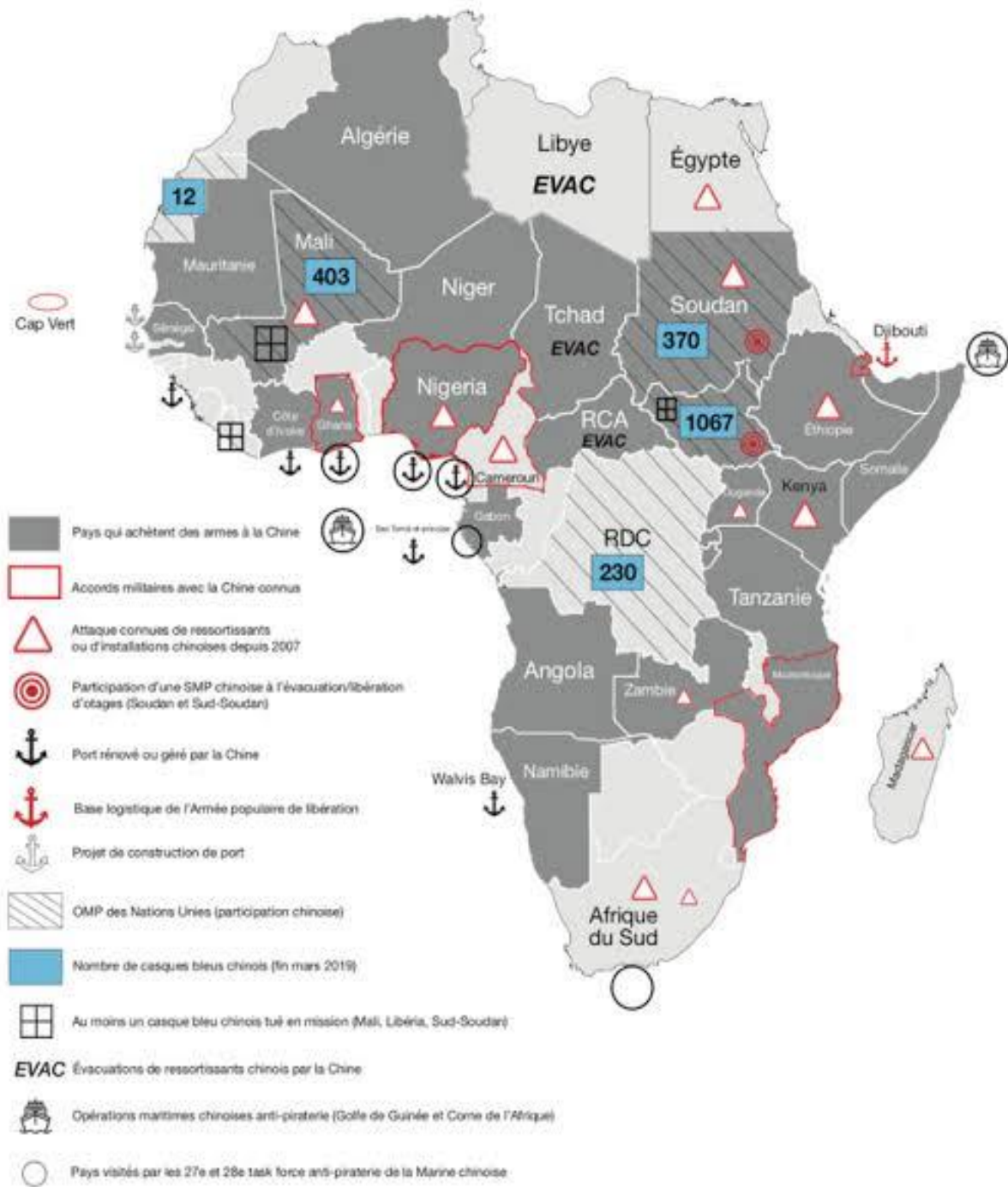
L'exemple éloquent est le dossier touchant l'avenir de franc CFA qui aggrave naturellement les choses. Un autre problème est la tendance de beaucoup de journaux et médias africains en ligne à reprendre in extenso les contenus des médias russes sur leurs sites aux cotés de dépêches des grandes agences occidentales telles que l'AFP ou Reuters. Cette tendance permet aux contenus russes de toucher une très large audience en étant vus par un grand nombre de personnes. Cette campagne est faite en premier lieu en version francophone. La France paraît particulièrement préoccupée par l'influence de ces médias sur les esprits africains. Publié l'année dernière, un rapport du centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS, ministère de l'Europe et des affaires étrangères) et de l'institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire (IRSEM. Ministère des armées), constate que « l'Afrique pourrait être le prochain terrain de jeu de « guerre informationnelle » sur fond de propagation des contenus russes à travers le web africain francophone.

- L'autre expression d'antagonisme des acteurs est le blocage tour à tour d'une résolution de l'Organisation des Nations Unies sur la Libye, au Conseil de sécurité¹⁷.
- **Présence militaire des Etats-Unis en Afrique**

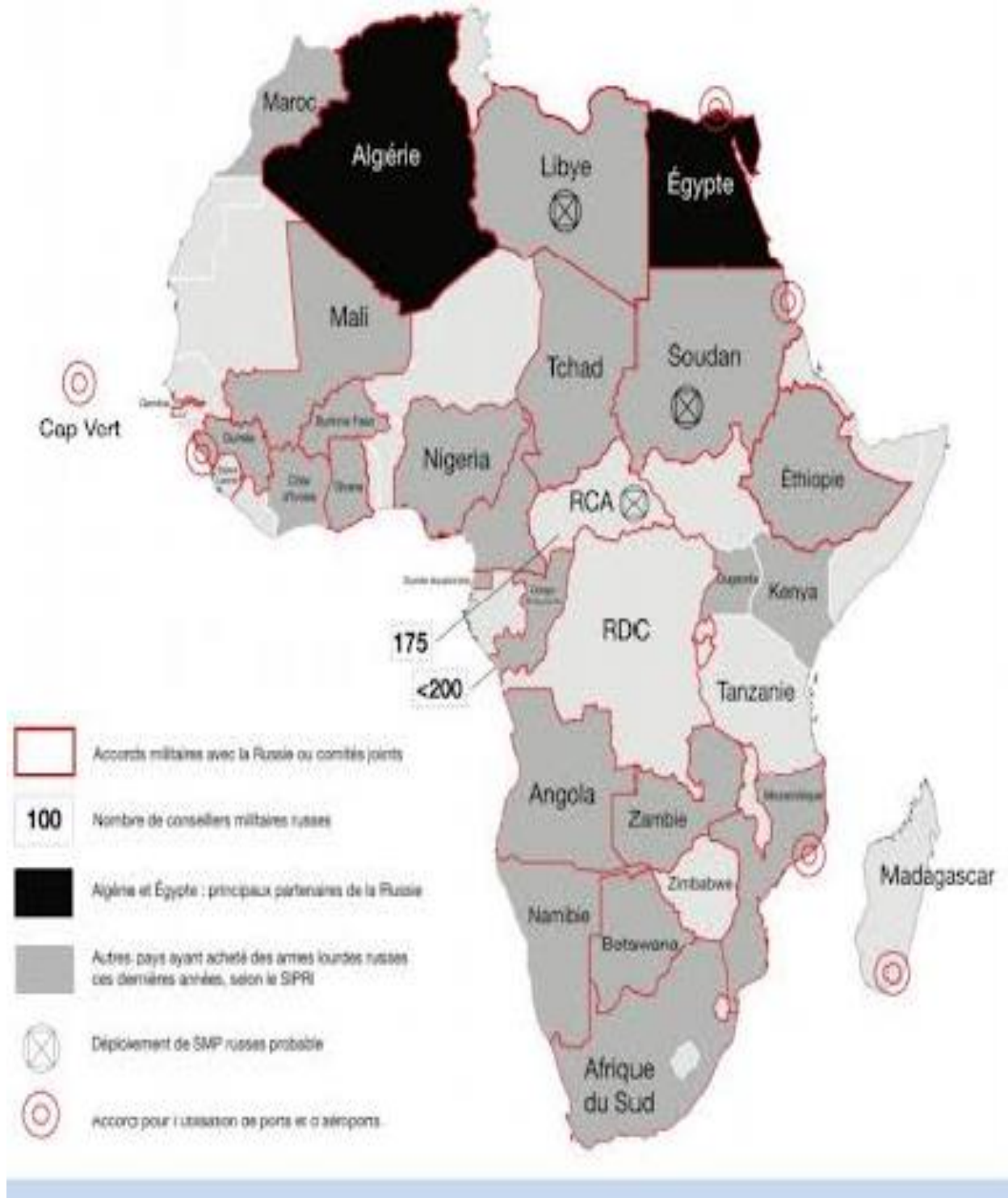


¹⁷ A ce sujet lire : la Russie bloque une solution de l'ONU sur la Libye à cause de l'utilisation du mot « mercenaires », le monde février 2020. Disponible sur : www.lemonde.fr.

• **Présence militaire chinoise en Afrique**



• **Présence militaire russe en Afrique**



BIBLIOGRAPHIE

1. LEBOEUEF. A., « la compétition stratégique en Afrique, approches militaires américaines, chinoises et russes » focus stratégique, n°01, Ifri, août 2019.
2. Lire : le monde Afrique, débat « Non, il n'y aura pas de nouvelle guerre froide en Afrique », publié le 08 septembre 2019 sur <https://www.lemonde.fr/afrique> consulté le 01 Mai 2020 à 13 : 24.
3. Lire sur France24 : en Libye la Russie en quête d'influence, information publiée et modifiée le

- 14/01/2020 20 :59 sur : amp-france24-com.cdn.ampproject.org consulté le 17/05/2020- 19 : 59.
4. PANARA. M., « ces nouveaux partenaires militaires de l’Afrique », le point. 1019 Disponible sur : <https://amp-lepoint-fr.cdn.ampproject.org>.
 5. DEDET. J. « Russie-Afrique : la stratégie de Vladimir Poutine pour reconquérir le continent », le secret de la reconquête, jeune Afrique. 2019 disponible sur : <https://www.jeuneafrique.com> consulté le 9 Mars 2020 à 18 : 38.
 6. Aline Lebœuf, « La compétition stratégique en Afrique. Approches militaires américaine, chinoise et russe », Focus stratégique, n° 91, Ifri, août 2019, pp. 22-29. Site internet : ifri.org.
 7. Lire le débat : non il n'y aura pas de guerre froide en Afrique, sur la tribune, rendez-vous des idées, le monde Afrique disponible sur www.lemonde.fr
 8. BOBO. L., « Vladimir Poutine et la politique étrangère russe : entre aventurisme et réalisme ? », Russie. Nei. Visions, n° 108, Ifri, juin 2018. P. 1
 9. ROLAND MARCHAL., « la Russie et la corne de l'Afrique, anachronismes ou nouvelles configurations ? » OAE. Note actualité février 2019, P. 18.
 10. Explication de Louis Keumayou, spécialiste de l’Afrique et président du club de l’information africaine, interrogé
 11. Jean-Marc Four, la rivalité France-Russie en Centrafrique, franc info : *Afrique*, Radio France. Publié ci mis à jour le 11/12/2018 à 17 :22 sur : mobile.lfrancctvinfo.fr. Consulté le 13/05/2020 à 14 55
 12. Charles-Timoléon., la Russie à la conquête du continent africain ; Nouvelle aire d’influence de Moscou., juillet 2019. Disponible sur le Portail-ia.fr
 13. LOBEZ. C. « activisme croissant de la Russie en RCA : nouveau terrain d'affrontement entre les grandes puissances ? ». Areion24 news. Article disponible sur : www-areion24-news.cdn-ampproject.org, consulté le 12/05*2020 à 15 :52
 14. A ce sujet lire : la Russie bloque une solution de l'ONU sur la Lybie à cause de l’utilisation du mot « mercenaires », le monde février 2020. Disponible sur : www.lemonde.fr.